

SOUTIEN AUX FILIERES FAVORABLES A LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

7^e ÉDITION

APPEL À MANIFESTATION
D'INTÉRÊT 2024

Soutien aux filières favorables à la protection de la ressource en eau



Délibérations de la Région 24CP-469 du 22 mars 2024
Direction concernée

Le présent dispositif est applicable sous réserve qu'il ne fasse pas obstacle à l'application du droit européen et du droit national.

► OBJECTIF

Les cultures et systèmes de production favorables pour l'eau sont à bas niveau d'impact (BNI) sur la ressource en eau, de par **une absence ou une utilisation très limitée des intrants agricoles** de synthèse (fertilisants, produits phytosanitaires) mais aussi **une réduction des besoins en eau** des cultures, en lien avec les modifications éventuelles du cycle hydrologique dues au changement climatique (notamment en améliorant la capacité de rétention d'eau des sols, en particulier grâce au recours aux couverts permanents). Il peut s'agir de systèmes herbagers, agriculture biologique, luzerne, miscanthus (sans glyphosate), TTCR (taillis très courte rotation), chanvre, sainfoin, sarrasin, ...

Le développement de ces systèmes de cultures peut nécessiter l'adaptation des outils de transformation et le développement de filières.

Dans ce cadre, la Région Grand Est et les Agences de l'eau Rhône-Méditerranée Corse, Seine-Normandie et Rhin-Meuse lancent un appel à manifestation d'intérêt afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets qui permettent la création ou la consolidation des débouchés de ces filières BNI notamment dans les zones à enjeux « eau ».

Ce dispositif lancé pour la 7^e année, a permis d'accompagner déjà près d'une centaine de projets favorables à la ressource en eau et à la biodiversité, mobilisant des porteurs très variés (opérateurs économiques, acteurs publics, organismes consulaires...) autour de projets tout aussi diversifiés, tels que pour exemples :

La réalisation d'études et d'animation nécessaires aux projets :

- pour le développement d'une filière tournesol en Agriculture Biologique,

- sur la faisabilité de la mise en place d'un réseau de chaleur communal alimenté à partir de miscanthus issus des captages à protéger,
- pour la réalisation de matériaux biosourcés pour la construction et /ou rénovation de bâtiments,
- pour évaluer le dimensionnement des outils nécessaires à la filière.

L'accompagnement aux investissements à :

- la création d'unités de triage, séchage et stockage de céréales biologiques,
- l'installation d'une meunerie biologique,
- la mise en place d'une ligne de transformation de produits issus de lait et /ou de viande à l'herbe.

Une carte interactive permet de visualiser les projets financés dans le cadre de cet AMI sur les éditions précédentes : <https://deaumineau.grandest.fr/filieres-ami/>

L'édition 2024 de l'AMI souhaite renforcer l'émergence de nouveaux types de projets en lien avec les opportunités de débouchés et la demande sociétale. Sont ciblés notamment les projets portant sur le volet commercialisation en lien avec les démarches des PAT labellisés (Projets Alimentaires Territoriaux) et les actions favorables à la ressource en eau et à la biodiversité développées par les collectivités.

Il peut s'agir de la mise en place :

- de projets visant à approvisionner les cantines en cultures BNI issues du territoire,
- de projets visant à la mutualisation d'outils/main d'œuvre entre producteurs de cultures BNI du territoire,
- de projets favorisant le regroupement de producteurs BNI locaux pour structurer une offre à destination de la grande et moyenne surface (GMS),
- d'animation ciblée vers le grand public sur les bienfaits des cultures BNI, notamment sur la santé (par exemple viande/lait à l'herbe) ...

► **BENEFICIAIRES**

Cet appel à projet s'adresse aux collectivités, organismes de développement agricole, collectifs d'agriculteurs (GIEE, CUMA, CETA...), associations ou syndicats, coopératives, négoce, industries, centres de gestion, distributeurs.

Cette liste n'est pas limitative.

Le dossier devra présenter l'organisation de la gouvernance du projet avec :

- la structure « chef de file » responsable administrative, coordinatrice et interlocutrice principale,
- les partenaires associés et le rôle de chacun dans le projet,
- les modalités de gouvernance,
- les modalités de reversement de l'aide demandée entre les membres du projet, dans le cas de la volonté d'une seule attribution de l'aide.

Les projets privilégiant le partenariat avec une collectivité concernée par une ressource en eau bénéficieront d'une attention particulière.

Les projets concernant des captages devront être cohérents avec les démarches de protection de la qualité de l'eau portées par les maitres d'ouvrages gestionnaires des captages en question.

► **PROJETS/ACTIONS ELIGIBLES**

Nature des projets (et exclusions) :

- **Les projets d'études et d'animation** (*sur une période 2 ans maximum*) permettant d'étudier la faisabilité et de développer des projets de filières proposant des solutions pérennes et efficaces pour la protection de la ressource en eau ou des milieux humides.
- **Les investissements** (*sur une période 3 ans maximum*) rendus nécessaires à la concrétisation du projet global.

Dans le cas d'investissement, l'action doit avoir un impact mesurable sur le maintien ou l'évolution de pratiques ou systèmes et sur les territoires cibles cités au point II, ce qui nécessite d'être justifié par une étude technico-économique préalable.

Pour ce faire, une analyse détaillée devra montrer la faisabilité du projet (faisabilité technique, économique et de marché, détail de retour sur investissement) en comparant le projet avec et sans aide et la surface concernée par le projet (en termes de changement de systèmes) dont la part d'augmentation de surfaces et la part envisagée de cette augmentation sur les zones à enjeux « eau », la localisation de la zone d'approvisionnement envisagée permettant de faire le lien avec les zones à enjeux eau.

Le projet devra porter **sur les filières à bas niveau d'impact sur la ressource en eau**, soit en priorité, les volets d'élevage à l'herbe, l'agriculture biologique et autres cultures sans intrants ou à bas niveau d'impact (liste en point III).

Sont exclus du champ de cet appel à manifestations d'intérêt :

- les initiatives à caractère individuel,
- les actions correspondant uniquement au respect de la réglementation,
- le fonctionnement régulier des organismes et leurs missions de base,
- les actions collectives relevant **des mesures régionales du PSN RDR 4**,
- le remplacement d'équipements existants.

Seuls les projets portant sur une culture à bas niveau d'impact et intégrant un vrai projet de territoire allant vers une modification sur le long terme de pratiques favorables à la protection de la ressource en eau et/ou à la biodiversité pourront être retenus. Un projet ponctuel de culture à bas niveau d'impact qui ne donne pas d'assurance quant à son efficacité sur la ressource en eau ne pourra pas être retenu.

Le dépôt d'un dossier de candidature dans le cadre du présent AMI n'exonère pas le porteur de projet de formuler une demande dans le cadre des mesures régionales du PSN RDR 4.

Systèmes de cultures éligibles :

Le projet devra porter **sur les filières à bas niveau d'impact sur la ressource en eau** (que ce soit en termes de limitation d'intrants complété, si besoin, par une limitation des besoins en eau).

Il peut s'agir de :

- Systèmes herbagers
- Agriculture biologique
- Luzerne
- Miscanthus
- TTCR
- Chanvre
- Sainfoin
- Sarrasin
- ...

Une filière liée à une culture non listée pourra être proposée si celle-ci est cultivée de manière pérenne sans intrant. La démonstration de la non-utilisation d'intrants dans la culture devra être faite dans le dossier à partir de publications d'articles scientifiques ou de journaux techniques.

De même, que des projets expérimentaux, sur des cultures spécifiques dites à « Bas Besoin en Eau » (BBE), telles que le mil, le millet, le sorgho... et conduites avec pas ou peu d'intrants, ou sur des systèmes agroforestiers, pourraient être examinés sous réserve d'une justification de l'impact du projet sur l'aspect quantitatif.

► DEPENSES ELIGIBLES

Le périmètre de la Région Grand Est.

Le lien avec les zones à enjeux « eau » est obligatoire (aires d'alimentation de captages dégradés ou à préserver, bassins versants de cours d'eau fortement impactés par les pollutions agricoles, milieux humides, zones à enjeux érosion, zones à tension eau...).

La liste de ces territoires prioritaires est détaillée en annexe 1.

Le projet doit obligatoirement prévoir la mise en place au moins en partie de systèmes BNI sur ces zones à enjeux eau. Si ce lien est jugé comme faible les financeurs peuvent demander, si elle n'est pas déjà prévue, une animation complémentaire dont l'objectif sera d'accentuer le positionnement de systèmes BNI dans les zones à enjeux eau.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature : Subvention
Section : Investissement /Fonctionnement

L'aide se présente sous forme d'une subvention selon une répartition qui sera définie par les financeurs en considérant l'intérêt des projets dans leur globalité : cofinancement par la Région Grand Est et/ou l'Agence de l'Eau du territoire concerné.

Taux maximum possible :

Type de projet / Porteurs de projet	Etude	Animation	Investissement
Pour les collectivités et associations		de 40 à 80 % selon le financeur	
Pour les acteurs économiques		de 40 à 80 % dans le respect des règles d'encadrement européen et selon le financeur	

► MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

1. Dossier de candidature :

- **Un processus en deux étapes**

La 1^{ère} étape consiste au dépôt d'un dossier de candidature dans le cadre de l'AMI à partir duquel les différents comités jugeront de l'éligibilité ou de la pertinence du projet au regard des critères de sélection de l'AMI (cf. point V.2).

Modalité particulière concernant la procédure de dépôt : Il est demandé au porteur de projet de contacter les partenaires de l'AMI en amont du dépôt du projet afin qu'ils puissent accompagner le porteur de projet dans l'élaboration de son dossier.

La 2^{ème} étape portera sur la formalisation du dossier financier. Des pièces complémentaires nécessaires pour l'instruction définitive du projet seront alors demandés par le ou les financeur(s) concerné(s).

Le dossier de candidature n'a pas vocation à être aussi complet administrativement que le dossier financier qui suivra, dans le cas d'un avis technique favorable. Il devra donc prioritairement donner une vision claire de l'ambition et de la cohérence du projet, de ses grandes composantes/actions, démontrer l'intérêt du projet sur la ressource en eau. Un sommaire indicatif est précisé dans le paragraphe suivant.

Ce dossier final sera à déposer sur la plateforme de demande de chaque financeur retenu :

- Pour l'Agence de l'eau Seine-Normandie :
<https://www.eau-seine-normandie.fr/Demarches-simplifiees>

- Pour l'Agence de l'eau Rhin-Meuse : <https://rivage.aerm.local>
- Pour l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : <https://aides.eaurmc.fr/Tsa/#/login>
- Pour la Région Grand Est : <https://www.grandest.fr/aides/>

- **Contenu du dossier de candidature**

Les dispositifs relatifs aux mesures régionales du PSN reposent sur des règles et des obligations qui leur sont propres. **Le dépôt d'un dossier de candidature dans le cadre du présent AMI n'exonère pas le porteur de projet de formuler une demande dans le cadre des mesures régionales du PSN RDR 4.**

Le dossier de candidature doit contenir au moins les informations suivantes :

Pièces administratives :

- le budget avec le(s) devis descriptif(s) et estimatif(s) détaillé(s) en H.T et T.T.C,
- un plan de financement prévisionnel de l'opération indiquant l'origine et le montant des moyens financiers et notamment des recettes publiques, dont l'aide sollicitée auprès de la Région et/ou de l'Agence de l'Eau ou d'autres financeurs.

Pièces techniques :

- un courrier motivé de candidature,
- un descriptif détaillé du projet envisagé présentant :
 - o ses objectifs,
 - o ses caractéristiques techniques et économiques,
 - o les étapes et délais de réalisation,
 - o l'impact attendu en termes de développement des systèmes ou cultures à bas niveau d'impacts,
- une présentation de la gouvernance et des partenaires impliqués,
- en cas d'investissement, si le projet ne la prévoit pas, une étude de faisabilité présentant les éléments cités précédemment,
- toute pièce complémentaire permettant d'apprécier le degré de réponse de la demande au regard des conditions d'éligibilité et des critères de sélection.

- **Mode de dépôt des dossiers**

- Fil de l'eau Appel à projet Appel à manifestations d'intérêt

Les dossiers sont à déposer au fil de l'eau entre le 15 avril et le 30 septembre 2024.

Un seul dossier à remplir par le porteur de projet et à adresser à l'adresse mail suivante :

amifilieres@grandest.fr

- **Clôture de l'AMI** : 30 septembre 2024
- **Analyse et sélection des dossiers par le comité des financeurs** au fil de l'eau
- **Important : Le comité des financeurs pourra se réserver le droit de :**
 - Demander des compléments à un porteur de projet pour finaliser l'instruction à tout moment du processus, permettant une instruction au fil de l'eau pour les dossiers retenus, auxquels il manquerait juste l'une ou l'autre pièce technique ou administrative,
 - Reporter un projet non abouti en session suivante, à condition que le porteur de projet ait retravaillé le projet en tenant compte des observations formulées,
 - Réorienter un projet vers une autre source de financement de l'un des partenaires de l'Appel à Manifestation d'Intérêt, ou vers un autre dispositif,
 - **Refuser un projet lorsqu'il ne correspond pas aux critères de l'Appel à Manifestation d'Intérêts.**
- **Attribution des financements** : présentation et validation des dossiers dans les instances décisionnelles des partenaires (Région, Agences de l'Eau) après instruction administrative des dossiers retenus à l'Appel à Manifestation d'Intérêt.

2. Méthode de sélection :

Les dossiers seront examinés par un comité technique composé d'un représentant de la Région, de chaque Agence de l'Eau, de la DRAAF, de la DREAL, de l'Agence bio, de Coop de France, de Négoce Centre Est et de la Chambre régionale d'agriculture.

Les manifestations d'intérêt recevables feront l'objet d'un classement par ce comité fondé sur les critères suivants :

- **lien avec les territoires à enjeu « eau »** au moins en partie en lien avec un territoire prioritaire (aires d'alimentation de captages dégradés ou à préserver, bassins versants de cours d'eau fortement impactés par les pollutions agricoles, milieux humides, zones à tension en eau – cf. point II),
- **garantie de l'efficacité du projet sur la ressource**, notamment au travers de l'évaluation de la surface maintenue ou développée en culture à bas niveau d'impact particulièrement sur la zone à enjeux eau,
- **caractère collectif** qui doit être appuyé par des lettres d'intention des autres acteurs impliqués dans la démarche (et notamment des lettres d'intention des acteurs en aval si le projet s'intègre dans une logique de filière) **et multipartenarial** si besoin (impliquer plusieurs acteurs pertinents du territoire, notamment implication de la collectivité ou des collectivités concernées),
- **cohérence** du gain environnemental sur la ressource avec les moyens déployés.

La proposition de financement sera faite par la Région Grand Est et les Agences de l'eau suite à l'évaluation du comité technique.

Les financeurs (Agences et Région) évalueront projet par projet le meilleur outil à utiliser pour porter les aides, notamment pour le volet investissement (dispositif de droit commun, régime d'exemption), et proposera une répartition des financements entre les partenaires de l'appel à manifestations d'intérêt.

Au final, cette proposition financière sera évaluée indépendamment par chaque financeur selon ses modalités décisionnelles propres.

► **ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région Grand Est et des Agences de l'Eau dans tout support de communication selon les chartes graphiques de chaque partenaire.

Pour faire apparaître le logo de la Région Grand Est sur vos supports de communication – numériques ou papier, il convient de télécharger le logo dans ses différents formats ainsi que sa charte d'utilisation. : <https://www.grandest.fr/fonctionnement-de-la-region/identite-graphique/>

La Région et les Agences de l'Eau se réservent la possibilité de solliciter le maître d'ouvrage pour toute précision sur le projet.

D'autres engagements pourront être définis dans le cadre des conventions financières.

► **MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE**

Les projets sélectionnés par le comité des financeurs seront orientés vers les dispositifs de financement existants. Chaque partenaire financier interviendra indépendamment dans le financement des projets.

Remarques importantes :

- le périmètre des investissements éligibles ainsi que les taux pourront varier d'un bassin à l'autre. **Des contacts préalables devront être pris avec l'agence de l'eau concernée pour préciser l'éligibilité et le niveau d'intervention du projet en question,**
- les partenaires se réservent le droit de ne retenir qu'une partie des dépenses de l'opération proposée, et pour les projets importants financièrement, de programmer le projet et les financements dans la durée.

► MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE EN CAS DE REALISATION PARTIELLE OU DE NON REALISATION

Les modalités de remboursement éventuel de l'aide seront précisées dans la décision attributive de l'aide.

► SUIVI – CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée pourra faire l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

► DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet. Le versement d'une aide (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis.
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, les financeurs conservent un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt du projet.
- L'aide (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.
- L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.
- Tout commencement d'opération avant la date d'autorisation de démarrage rend l'ensemble du projet inéligible aux aides du ou des financeurs.

► DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AIDES

Pour les Agences de l'Eau :

Les aides seront gérées selon les dispositions en vigueur et spécifiques à chaque Agence.

Pour la Région :

Les modalités de versement seront précisées dans les décisions attributives de subvention.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage notamment à transmettre aux financeurs :

- les documents, publications et/ou études produits ou compte-rendu synthétique avec renseignement des indicateurs correspondants pour chacune des opérations soldées ;
- une attestation signée par le représentant du bénéficiaire expliquant les modalités de calcul du coût journée sur la base des dépenses effectivement réalisées.

► INFORMATION SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le dépôt d'une candidature entraîne la collecte et l'enregistrement de vos noms, prénoms, numéro de téléphone, catégorie d'usagers, adresse électronique et objet de votre demande.

Cette collecte est constitutive d'un traitement de données personnelles au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD). Elle a pour finalité la gestion administrative et financière de votre demande et se fonde sur les missions d'intérêt public exercées par les agences de l'eau et le Région Grand Est au titre de l'article L213-9-2 du code de l'environnement.

Exercice des droits d'accès et de rectification : Le responsable des traitements est le secrétariat de l'AMI. En application du RGPD, vous pouvez, à tout moment, accéder aux informations qui vous concernent et faire rectifier les données inexacts ou demander leur suppression lorsque leur collecte ne relève pas d'une obligation légale. Ces droits d'accès et de rectification peut s'exercer par voie postale : Conseil Régional Grand Est - Secrétariat AMI FILIERES - Direction de l'Economie et du Vivant - Service Agriculture - Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 METZ Cedex 1

Vous pourrez également introduire une réclamation auprès de la CNIL si vous estimez que la réponse qui vous a été faite est insuffisante (art. 13 du RGPD - place Fontenay - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX / <http://www.cnil.fr>).